

Le retour de Daudet, pourvoyeur de charniers; la nomination de Weygand au commandement suprême de l'armée...

C'est la menace fasciste qui s'accroît. Préparons-nous à riposter.

Le Libertaire

Administration : N. FAUGIER, 72, rue des Francs, Paris (20<sup>e</sup>). Coordonnées postales : N. Faugier 1165-55

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

Table with subscription rates: Abonnements au 'Libertaire' (France, Foreign, etc.)

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 67-73

C'EST LE NOUVEL AN

BONNE et HEUREUSE

S'il est un jour dans l'année où les sensibilités n'éprouvent que dégoût incoercible pour les représentants de l'espèce humaine, c'est bien le jour de l'an.

Avant-hier donc c'était le Jour de l'An. Jour béni pour un observateur curieux de la psychologie de ses semblables.

Si pourtant la sincérité pouvait se faire jour dans ce genre de manifestation, cela nous permettrait, au milieu de la soumission générale aux coutumes baroques, quelques imprudents qui ne seraient pas pour nous déplaire.

Et les parangons, hommes-mais et aumônes de toutes sortes, c'est si bon à accepter!

« Bonne et heureuse ». Vous ne vous attendez pas, certes, que nous vous la souhaitions, nous aussi.

Des vœux. Mais ils seraient superflus.

Si nous en avons à faire, nous les faisons tous les jours.

Nous n'avons nul besoin de ce recueillement solennel pour vous dire ce que nous attendons de vous.

Tous les jours nous vous l'avons dit. Et il est à présumer que nous vous le répèterons encore...

Mussolini à l'œuvre...

Le "complot" antifasciste

Les débats du procès Pavan ont mis en lumière les agissements de la police italienne en France.

Mussolini, cet ogre assoiffé de sang, n'est pas rassasié.

Malgré les innombrables victimes lombées sous les coups de ses assassins, il entend continuer son infâme besogne.

« L'ordre règne en Italie » ; l'opposition au régime de boue et de sang est muselée. Le régime triomphe...

Aussi, c'est hors des frontières italiennes que le Duce entend traquer ceux de ses adversaires qui ont réussi à s'échapper de l'enfer fasciste.

A différentes reprises, dans des discours incendiaires, dans des articles de journaux venimeux, les plumitifs à gages transalpins ont menacé les antifascistes réfugiés à l'étranger.

Partout, et toujours, le premier jour de l'année a été fêté avec éclat.

Et les parangons, hommes-mais et aumônes de toutes sortes, c'est si bon à accepter!

« Bonne et heureuse ». Vous ne vous attendez pas, certes, que nous vous la souhaitions, nous aussi.

Des vœux. Mais ils seraient superflus.

Si nous en avons à faire, nous les faisons tous les jours.

Nous n'avons nul besoin de ce recueillement solennel pour vous dire ce que nous attendons de vous.

Tous les jours nous vous l'avons dit. Et il est à présumer que nous vous le répèterons encore...

« Bonne et heureuse ». Vous ne vous attendez pas, certes, que nous vous la souhaitions, nous aussi.

Des vœux. Mais ils seraient superflus.

Si nous en avons à faire, nous les faisons tous les jours.

Nous n'avons nul besoin de ce recueillement solennel pour vous dire ce que nous attendons de vous.

Tous les jours nous vous l'avons dit. Et il est à présumer que nous vous le répèterons encore...

« Bonne et heureuse ». Vous ne vous attendez pas, certes, que nous vous la souhaitions, nous aussi.

Des vœux. Mais ils seraient superflus.

Si nous en avons à faire, nous les faisons tous les jours.

Nous n'avons nul besoin de ce recueillement solennel pour vous dire ce que nous attendons de vous.

Tous les jours nous vous l'avons dit. Et il est à présumer que nous vous le répèterons encore...

« Bonne et heureuse ». Vous ne vous attendez pas, certes, que nous vous la souhaitions, nous aussi.

Des vœux. Mais ils seraient superflus.

Si nous en avons à faire, nous les faisons tous les jours.

Nous n'avons nul besoin de ce recueillement solennel pour vous dire ce que nous attendons de vous.

Tous les jours nous vous l'avons dit. Et il est à présumer que nous vous le répèterons encore...

« Bonne et heureuse ». Vous ne vous attendez pas, certes, que nous vous la souhaitions, nous aussi.

LES "PACIFISTES" A L'ŒUVRE

"LE LIBERTAIRE" EN CORRECTIONNELLE

Notre camarade Delobel est condamné à un an de prison et mille francs d'amende pour une citation d'Einstein et une déclaration de l'A. I. T.

Le procès intenté à notre ami Delobel, à la suite de la parution dans notre numéro du 1<sup>er</sup> août, des déclarations d'Einstein, est venu lundi dernier devant la XIII<sup>e</sup> Chambre.

Après un très court interrogatoire, où le juge qui remplace Breiting, en vacances sans doute, notifie à Delobel les motifs qui sont causes qu'il comparait à nouveau devant les juges, notre ami fait avec une mâle assurance l'énergique déclaration suivante :

MESSEURS

Voici brièvement exposés les faits qui me font comparaitre aujourd'hui devant vous.

Au mois de juillet dernier, paraissait, dans les journaux américains, une déclaration de M. Einstein ainsi conçue :

« En cas de guerre, je refuserai tout service militaire direct ou indirect, et je m'efforcerai de persuader à mes amis d'en faire autant, sans tenir compte des droits ou des torts quant à l'origine du conflit. »

Le Libertaire, après de nombreux journaux français et étrangers, insérait cette déclaration.

Je vous ferai remarquer :

1<sup>o</sup> Que cette citation n'a été accompagnée d'aucun commentaire.

2<sup>o</sup> Que seul, dans toute la presse française, notre journal a été poursuivi.

Ce qui laisse supposer logiquement que dans le pays des Droits de l'Homme et du Citoyen, la justice ne semble pas être égale pour tous.

3<sup>o</sup> Puisque vous jugez utile de me poursuivre en qualité de géant responsable de ce journal, laissez-moi vous dire qu'il y a quelques semaines, mon complice, M. Einstein, savant Allemand dont le nom est connu et respecté dans le monde entier, recevait dans la plus haute chaire de France, à la Sorbonne, l'hommage des personnalités politiques et scientifiques de ce pays.

La vérité m'oblige donc à reconnaître que non seulement M. Einstein (mon complice !) n'est pas considéré comme subversif par les hautes personnalités responsables des destinées de la République, mais encore est honoré et fêté par elles.

4<sup>o</sup> Laissez-moi aussi constater, Messieurs, les contradictions entre les paroles de nos gouvernants et vos poursuites contre les adversaires de la guerre.

En effet, depuis dix ans, il n'y a pas d'années, pas de mois, pas de semaines sans que la presse vante et louange, à tous les échos, les paroles et les écrits de nos gouvernants sur la paix. C'est journalièrement que, dans la presse, on parle de conférence en faveur de la paix, de désarmement partiel ou total, et de mise hors la loi de la guerre...

Il y a 15 jours à peine, au Sénat, M. Briand, répondant à M. Millerand, lui disait que pour préparer la paix, il ne fallait pas préparer la guerre, comme le voulait la maxime barbare d'autrefois. Mais organiser la paix.

Au surplus (me plaçant volontairement sur un terrain qui n'est pas le mien) j'ai le devoir de signaler un événement nouveau, dont il me paraît impossible que le Tribunal ne tienne pas compte, depuis que des poursuites ont été engagées contre moi.

Je veux parler du vote intervenu jeudi dernier à la Chambre.

Ce vote, qui n'est en définitive que le reflet de la réprobation populaire contre les atteintes à la liberté de la presse, constitue une indication que vous ne pouvez méconnaître.

Et bien! Messieurs, si votre jugement devait être une condamnation, cela montrerait au moins à quel point la confiance que l'on doit désormais avoir aux paroles de nos gouvernants.

Notre condamnation démontrerait aux ouvriers la valeur qu'il faut accorder au prétendu pacifisme du Gouvernement.

Ce pacifisme-là, le pacifisme qui condamne à la prison les vrais adversaires de la guerre, nous le répudions.

Nous autres anarchistes, nous préférons celui d'Einstein : le pacifisme qui convie les opprimés et les victimes à s'opposer de toute leur force à la guerre.

C'est avec placidité que le Tribunal accueille ces énergiques paroles.

Ensuite, on appelle les témoins, nos amis Georges Pioch et Han Ryner qui viennent dire tout le ridicule des poursuites engagées contre le Libertaire.

Georges Pioch

Les poursuites intentées au Libertaire sont odieuses, et elles sont ridicules. Toute la presse a reproduit les paro-

CONCLUSIONS DUN DÉBAT

TARDIEU TRIOMPHE

Le long débat qui s'est poursuivi à la Chambre pendant plusieurs séances, à l'occasion du budget des affaires étrangères, a permis au ministre Tardieu de définir sa ligne politique extérieure. Il a, en outre prouvé, malgré une opposition apparente, le plein accord de la bourgeoisie française et du gouvernement actuel.

Tardieu, dans un long discours, a situé la position de son cabinet au sujet des affaires étrangères : politique de conciliation. Hormis le maintien inamovible de la part de l'annuité inconditionnelle et celui des capacités de mobilisation — ceci pour permettre à la formule du plan Young de prendre sa valeur — qui semblent les deux principes essentiels de l'action des dirigeants français à La Haye, ceux-ci paraissent disposés à faire montre de l'esprit le plus « européen ».

Nullement par grandeur d'âme d'ailleurs, ni à cause de quelque autre mobile d'ordre sentimental. Mais, pour avoir senti, par suite de la situation embrouillée d'après-guerre, combien son avenir était compromis, notre capitalisme national a été progressivement amené à orienter sa tactique dans ce sens. L'intransigeance qui s'est révélée sans résultats pratiques, n'est plus de mise. Grâce à sa grande souplesse — souplesse qui fait souvent sa supériorité sur l'élément même organisé du prolétariat — la bourgeoisie a donc pu en temps voulu, modifier ses méthodes, selon les nécessités des événements contemporains. C'est guidée par cette faculté d'adaptation toujours en éveil, que depuis le traité de Versailles, elle s'est engagée dans le chemin de Locarno. D'aucuns voient, en cette bifurcation, pointer l'aurore d'une ère nouvelle : l'ère du pacifisme. Appelons-la de même sans nous illusionner sur le sens du mot, et en y voyant simplement une réadaptation du régime, contre laquelle il convient de diriger nos armes.

« Il faut faire l'expérience de la politique de réconciliation et de rapprochement sous peine de se voir condamner à un isolement qu'aucune puissance, si forte et riche qu'elle soit, ne peut plus se permettre dans le monde où l'interdépendance des intérêts vitaux commande toute l'autorité des peuples », écrit-il, il y a quelques jours, un grand organe capitaliste du soir. Et cette appréciation donne parfaitement le ton de la politique imposée par des intérêts primordiaux, à la bourgeoisie et partant, au gouvernement français.

Aussi, Tardieu qui, s'il est dénué de scrupules, ne manque pas, par contre, d'intelligence, a-t-il été le premier à reconnaître la nécessité de se rallier à la politique de Briand. Ce dernier peut riposter, face aux attaques de ses adversaires à la Chambre : « J'attends toujours qu'on m'apporte un plan de politique extérieure autre que le mien ». Car il sait bien que la classe dominante française n'a pas d'autre moyen de transiger avec les autres puissances, dans l'impasse où elle se trouve. On peut même dire que l'homme de Locarno aura bien mérité de sa patrie capitaliste, et, par son opportunisme, lui aura évité de rudes déboires. Tardieu, qui avait combattu jadis cette politique, s'en déclare solidaire aujourd'hui où, porté à la tête du gouvernement, sa mission est de défendre les intérêts des quelques consortiums qui sont les vrais maîtres des destinées du pays. Tous ceux qui ont intérêt à ce que le régime actuel dure, seront également intéressés d'ailleurs, un jour à l'autre, à adopter la politique Briand.

Pourtant, objectera-t-on, une forte opposition s'est manifestée au Parlement.

Il y a eu, en effet, quelques nationalistes farouches que hantent le fantôme du « boche » et qui entendaient prouver que l'Allemagne préparait l'invasion de la France par la Rhénanie. On a entendu M. Franklin-Bouillon, regrettant qu'il soit trop tard pour discuter le plan Young, demander qu'au moins, on lui adjoint des clauses de garanties — continuation d'occupation en cas de non exécution, et destruction des travaux pouvant servir à la concentration des troupes en Rhénanie, par exemple.

On a même vu Reibel tenter un coup de théâtre en évoquant l'ombre prophétique de Foch par moyen de révolutions sensationnelles, à savoir la lecture d'une note remise en novembre 1926, au lendemain de Thoiry, au Président de la République et au Président du Conseil Poincaré. Ce document, qui s'étendait sur les risques que connaîtrait le pays en cas d'évacuation hâtive et sans garanties, ne manqua pas de provoquer un incident voisin du scandale dans l'assemblée.

Briand qualifia d'« abominable » le fait que la défunte ganache, chef du contrôle militaire interallié, pût avoir rédigé un rapport de cette importance sans en donner connaissance au Ministre des Affaires étrangères, son chef. Tardieu, moins pointilleux, et sans doute aussi, fidèle à ses principes de bonne humeur, trouva le procédé très naturel. Que le maréchal ait pu formuler de son temps une telle appréciation, c'est bien possible, mais très possible aussi qu'il ait changé de point de vue. Car l'illustre baderne a fait bien d'autres déclarations depuis l'armistice et qui n'étaient pas, parait-il, à une contradiction près.

Ainsi l'intervention Reibel se clôturait sans remporter le succès que son auteur en attendait. Même parmi le public, l'affaire fit peu de bruit.

Chaque fois que les dessous de la politique sont rendus officiels, il faut que le scandale soit bien grand pour émouvoir l'opinion habituée à ce que les dirigeants ne portent à sa connaissance ce qu'ils veulent bien. Hier l'affaire Raynaud-Rechberg, aujourd'hui le document Foch. Populo aurait tort de s'émouvoir, le fait est si fréquent...

Mais revenons aux oppositions recon-

trées à la Chambre par le Ministère Tardieu.

Une petite fraction de la droite a donc fait assaut de superpatriotisme. Ces opposants avaient leur logique; ils disaient : Nous sommes vainqueurs, donc, pas de concessions. Seulement leur raisonnement a le tort d'être un peu trop simpliste. Tardieu lui-même s'est efforcé de le leur faire comprendre. Inutile d'arguer du passé. En 1870, il n'y avait qu'un vainqueur. En 1919, il y en avait six. « D'une guerre comme celle-là, il est bien difficile de sortir grassement enrichis ». L'argument prend une valeur toute particulière, venant de l'individu compétent en affaires, illustré par la N'Goko-Shanga il aurait dû vaincre la résistance de Marin et consorts...

Une autre opposition existait : celle des gauches. Oh! celle-là, bien embarrassée. La politique Tardieu étant la politique Briand — le président du Conseil l'a dit : « Nous sommes un gouvernement solidaire » —, politique d'évacuation de la Rhénanie en accord avec le plan Young, c'était également celle des socialistes.

Mais ceux-ci ne peuvent pardonner à Tardieu de leur avoir volé une partie de leur programme, et puis ils ont sans doute peur de se déconsidérer (1) en votant avec l'Union Nationale. Aussi ont-ils préféré s'abstenir. Pensent-ils sauvegarder les apparences au moyen de cette ruse cousue de fil blanc?

L'abstention est un moyen commode de ménager à la fois et ses intérêts et ses électeurs; le parti radical-socialiste en a usé lui aussi mais avec plus de franchise, quand, par la bouche d'Hierrois, il a déclaré ne pas prendre part au vote uniquement « pour ne pas infliger à ses collègues de droite un voisinage qui pût être pour eux désobligeant ».

N'est-ce pas délicieux?

En fin de compte, c'est une opposition fictive que le gouvernement Tardieu a trouvée en face de lui et il n'a pas eu de peine à remporter la victoire par 343 voix contre 17, grâce aux 235 abstentionnistes. La comédie des jeux de la politique, donnée au cours des débats parlementaires, et qui consistait, à droite comme à gauche, à maintenir la légende d'une opposition Briand-Tardieu (légende dénoncée par les intéressés eux-mêmes) n'était qu'un subterfuge grâce auquel les uns et les autres croyaient pouvoir soutenir le gouvernement dans l'un de ses membres tout en ne désavouant pas ses principes.

Mais le plus malin a été Tardieu. Depuis deux mois qu'il est au pouvoir, il a su paralyser toute opposition sérieuse. Il sort victorieux des débats de la semaine dernière. Dans huit jours nous le verrons à l'œuvre à La Haye. Qui sait si le capitalisme français n'aura pas trouvé en lui, non seulement son meilleur représentant par la corruption, mais aussi son plus habile instrument de consolidation?

Plus que jamais la classe ouvrière doit se tenir sur ses gardes et ne pas manquer une occasion de manifester de son côté ses possibilités de lutte.

LUCILE PELLETIER.

Solidarité pour Odéon

De nombreux amis m'ont écrit et m'ont manifesté leur désir de voir s'ouvrir une souscription pour Odéon. Une souscription qui permettrait d'améliorer le régime alimentaire du prisonnier et de pourvoir aux besoins de son enfant durant le temps de sa détention.

Nous avons les camarades que, pour satisfaire à ce double but, nous enverrons à une certaine distance eux des listes de souscription. Nous espérons que les uns et les autres voudront y faire bon accueil.

On s'est prié d'adresser les fonds à : Marcel Pelletier, 4, passage Maslier, Paris (19<sup>e</sup>). Que déjà ceux qui le veulent envoient isolément leur solidaire obole à cette adresse. Merci à tous. — Louis Lecoin.

Nos amis Ghislain et Delobel en appel

C'est lundi prochain 6 janvier que Delobel et Ghislain passeront devant la Chambre des appels correctionnels. On sait que nos amis ont été condamnés chacun à 13 mois de prison, pour provocation au meurtre, à propos de l'article de René Ghislain, « Pas de pitié pour les bourgeois », paru dans le « Libertaire » en avril dernier.

Cercle d'Etudes et de Documentation

SALLE DE L'INDEPENDANCE 48, RUE DUHESME (18<sup>e</sup>) jeudi 9 janvier 1930 L'IDEE DU PROGRES ET LA MYSTIQUE DEMOCRATIQUE PAR G. GOUJON PARTICIPATION AUX FRAIS : 1 FRANG

# "SCIENTIFIC MANAGEMENT" CONTRADICTIONS BOLCHEVISTES

## 2<sup>e</sup> Partie : OBJECTIONS (1)

### La vie sociale au Paradis

M. Fernand Corcos, docteur en sciences économiques et politiques est un bourgeois droïdisme à la visite l'Amérique en diététique. Il a rapporté de son voyage une série de « visions » dont la première a été attribuée naturellement à des journaux français en mal de dollars et qui, selon la méthode coutumière, ont été « réunies » en volume sous le titre : « Amérique... un Paradis ! Il y a peu à glaner dans cette littérature commerciale, nous noterons cependant quelques propos :

**Propos d'usagers :**  
« Vous exaltez votre système démocratique, mais regardez donc le nôtre. Nous avons appliqué la maxime : Si vous voulez que l'ouvrier devienne conservateur, donnez-lui quelque chose à conserver. »

« Nos ouvriers ont des dépôts en banque, ils paient par chèques et chèques ; ils sont assurés contre tous les risques, notamment le décès et bientôt le chômage ; ils sont actionnaires des grandes entreprises où ils travaillent, nous leur réservons un dividende et un droit de souscription aux actions. Ils contrôlent ainsi la gestion de l'entreprise. »

« Ils vérifient les règles de la discipline ouvrière, ils sont admis à suggérer toute amélioration technique, ils ont toujours le juste paiement de leur totale collaboration. Nos sociétés de gaz, d'électricité, de téléphone, de chemins de fer ont, pour une importante part, leurs actions placées parmi leur personnel. Partout et presque constamment, la courbe des salaires est nettement plus ascendante que celle du coût de la vie. Il y a ainsi un surplus, toujours plus large, qui fait le bien-être général et permet l'ascension des classes... »

« Que sont nos grands patrons ? De grands observateurs des faits économiques, mais leurs observations ont toujours pour collaborateurs, les ouvriers eux-mêmes. »  
« Visitez nos restaurants d'usines, nos salles de repas et souvenez-vous des sordides locaux dont disposent vos masses ouvrières ; nous donnons des vacances payées ; nous nous instituons sur une large échelle, la retraite du travailleur — non pas avec des sommes dérisoires, mais suffisantes pour que l'homme en vive réellement, atteignant la moitié du salaire antérieur. Nous savons, dans nos échelons de salaire, tenir compte de l'ancienneté ; nous nous préoccupons des loisirs des travailleurs et nous les rendons aussi agréables que possible. Il est vrai que nous avons cherché le socialisme, mais en chassant la chimère, nous avons établi la réalité. N'avons-nous pas plus que vous, avancé vers la solution de la question sociale... ? »

**Propos d'ouvriers** (il s'agit d'ouvriers organisés et non tyroliens) :

« Nous ne nions pas les réalités de notre bien-être. Nous proclamons qu'il est infiniment supérieur à celui du travailleur européen, c'est-à-dire qu'avec notre salaire nous pouvons, même dans notre milieu économique, de prix plus élevés, acquérir plus de satisfactions ; nous reconnaissons donc que la prévision patronale assure à notre existence un ensemble de distractions et de facilités que ne connaissent pas les ouvriers d'Europe. Mais de toutes ces choses c'est, non pas les patrons, mais nous les ouvriers, qui payons le prix principal. »

« Les patrons proclament que dans l'usine américaine c'est le jeu loyal. Qui travaille loyalement, ayez de l'initiative vous serez récompensé. »  
« La réalité est celle-ci : le travailleur perd toute valeur professionnelle, parce que sa tâche quotidienne sera un même geste répété des milliers de fois. Il n'a sous les yeux que son compagnon de droite et celui de gauche, à la chaîne où il est rivé. Il n'a aucune vue d'ensemble de la fabrication, même de l'objet, à laquelle il concourt. Quelle initiative, quelle compréhension peut-il dès lors exercer ? »

« L'ouvrier est soigneusement trié à l'entrée de l'usine. Il y a des essais, des vérifications de son intelligence, de son degré de culture. Mais, retenir bien ceci, qui est en un sens monstrueux : quand le délégué du patron interroge l'ouvrier, quand il le fait parler ou écrire, cherche-t-il ? Non l'homme le mieux pourvu mais le plus dépourvu d'idées générales... »

« La standardisation va à l'élimination des modèles utiles, c'est bien exact, mais elle va aussi à la concentration des capitaux. De plus en plus les cartels et les trusts sont des détenteurs de formidables capitaux. Qui les dirige ? Un état-major de patrons constitué par les mêmes noms, les mêmes familles, les mêmes fortunes. »

« La distance s'élargit chaque jour entre ces grands magnats et la masse ouvrière. Intermédiairement, il n'y a rien. Plus de petits industriels, plus de petits commerçants ; les uns et les autres disparaissent ou s'accommodent de la gêne de succursales. »  
« Donc une Société en masse horizontale, chaque jour expédiée de ses éléments intellectuels et, au-dessus, quelques hauts seigneurs de finances ou d'affaires. Par quel procédé, par quel miracle autrement que rare et individuel, une unité de cette masse ouvrière peut-elle passer au rang des privilégiés... ? »

« Il est très sûr que le patronat a organisé les loisirs ouvriers, mais dans quel but immédiat ? Celui de prolonger son influence hors de l'usine. Nous ne nions pas les bienfaits du sport, par exemple, mais le sport, quel qu'il soit, a pour résultat d'empêcher l'ouvrier de penser. Certaines instructions patronales l'avaient sans détours : le sport est notre meilleure arme. »

« Il y a bien des conseils d'usines, mais sont-ils autre chose qu'une domestication de quelques individus ? Il y a des retraites ouvrières, créées par de grands patrons, mais n'oubliez pas qu'elles sont révoquées pour « mauvais esprit contre l'usine ». Il y a des délégués ouvriers, mais ils ne sont que consultatifs, la décision appartient toujours au patronat. »

« Les grands patrons s'achètent à transformer l'antagonisme factuel en harmonie des intérêts. Ils tâchent à grouper des fractions ouvrières, mais dès qu'ils y ont réussi ils séparent les intérêts de ces petits groupes de ceux de la masse. C'est une culture d'égoïsme et non de solidarité. Des ouvriers possèdent des actions d'entreprises capitalistes, cela donne un dividende appréciable, mais qui a les voix dans les assemblées ? La direction et les grands porte-

tion au salaire et nullement un démembrement de la propriété. »

Bien qu'il apparaisse que M. Corcos, journaliste, fasse parler l'ouvrier non d'après ce qu'il a vu de ses yeux, et entendu de ses oreilles, mais d'après ce qu'il a lu, réunies. Ce n'est donc la qu'une adjonction de propos écrits n'en ont pas moins une valeur de vérité, en raison des faits réels auxquels il se rapportent et que l'on trouve exposés précisément dans l'ouvrage de M. André Rumpf : « Le troisième ouvrier aux États-Unis. »

Il nous sera permis d'y trouver une confirmation du jugement que nous avons porté sur le stamandisme et l'américanisme en général. Cependant il n'est pas interdit à M. Corcos de réaeter d'une façon particulière et personnelle les agissements de rais qu'il a pu observer. A cet égard il peut nous intéresser et son témoignage présente une valeur documentaire et instructive au sujet du confort. »

« Marx et Jaurs envisageaient la misère ouvrière, le paupérisme terrible, l'extrême servitude du prolétariat comme non susceptible de développer la solidarité et l'esprit de classe. Au contraire l'ouvrier heureux leur apparaissait comme l'instrument favorable à la revendication totale. »

« Aux États-Unis, lieu par excellence d'observation sur ce double point, le fait est celui-ci : la conscience de classe est apparue pendant la période d'oppression — elle a disparu, elle s'est éteinte au temps des hauts salaires et des œuvres de paternalisme social. »

« Dans la commune misère, l'ouvrier cherchait la commune amélioration ; dans l'aisance relative des individus, chacun désormais cherche l'accroissement individuel de cette aisance. La tactique patronale a triomphé en ce qu'elle a annihilé le caractère général de la revendication. »

Ce fait est indéniable. Les États-Unis ont connu un mouvement ouvrier actif, non seulement avec les I. W. W., le mouvement socialiste politique y a été également très étendu. On a vu des candidats à la présidence. Aux dernières élections présidentielles sur 40 millions de votants, hommes et femmes, le candidat socialiste Thomas a recueilli péniblement 26.000 voix, le communiste, Foster, 36.000. « Que le 1<sup>er</sup> août n'est pas un jour de gloire, mais un jour de honte, nous le disons. Ce jour-là, nous avons vu le candidat socialiste Thomas recueillir péniblement 26.000 voix, le communiste, Foster, 36.000. »

« Ce jour-là, nous avons vu le candidat socialiste Thomas recueillir péniblement 26.000 voix, le communiste, Foster, 36.000. »

**Au sujet de la vie civile :**

« La répression réactionnaire a diminué en 1927 mais l'intolérance est restée la même. Si la machine répressive joue moins, c'est que l'esprit public subit une véritable crise d'indifférence et d'apatie. Il y a des confits aigus en Pensylvanie, barrière et refuge de l'esprit étroit et bigot — dans l'industrie textile et dans les mines ; il y a des abus policiers en ce qui touche la liberté de réunion, de parole et d'enseignement (au lieu d'abus il faudrait dire crimes : Le Semeur de notre ami Harb, numéro de novembre, en a cité de monstrueux). »

« La censure postale existe... les juges ont un droit d'injonction contre les ouvriers en grève... des lois anti-syndicales existent en 34 États... la censure préventive régit sur les journaux et les livres... la doctrine de l'évolution est condamnée par la loi dans certains États... les étrangers ne jouissent pas du droit d'asile... toute personne soupçonnée de vues révolutionnaires peut être déportée... les pacifistes, les radicaux, les socialistes, les anarchistes sont exclus de la naturalisation... les patriotes professionnels sont organisés en bandes agressives... les lynchages de nègres sévissent par ordre du Ku-Klux-Klan, association occulte de fanatiques... le droit de parole dans les meetings n'est toléré que pour chanter la louange du régime... il y a des lois contre le blasphème... la lecture de la Bible est obligatoire dans les écoles, etc... »

« Si l'on proteste contre les décisions judiciaires, si l'on distribue des tracts révolutionnaires, si on appartient au parti communiste, si on pratique le picketing en temps de grève, si on proteste contre le service militaire, si on vend la revue, pourtant si noblement rédigée, La Nation, à la porte des casernes, si on proteste contre l'expédition de Chine, si on discute avec trop d'ardeur une décision municipale, si on proteste contre le chômage, on va en prison... »

« Et en prison, ajoutons-nous, on court le risque d'être assassiné... Un ouvrier signalé comme ayant des idées révolutionnaires est exposé à se voir imputer un crime commis par des bandits embrigadés dans la police, à être arrêté et supplicié en prison. Si l'est traduit devant des juges il sera condamné et malgré toutes les preuves d'innocence qui peuvent être apportées, la sentence rendue sera irrévocable. Ainsi Sacco et Vanzetti ont péri sur le fauteuil électrique, après une attente de cinq ans au défilé de la protestation mondiale. Leur souvenir vivra dans la mémoire des hommes, à l'égal des martyrs de Chicago, victimes de la même barbarie scientifique. »

RHILLON.

Vient de paraître :

**PANAÏT ISTRATI**  
**VERS L'AUTRE FLAMME**  
APRÈS SEIZE MOIS EN RUSSIE  
SOVIÉTIQUE  
**I. LA VÉRITÉ**  
**TOUJOURS LA VÉRITÉ**  
LES SOVIETS 1929  
Prix : 42 francs, francé : 13 fr 25

En vente à la Librairie d'Éditions Sociales, 72, rue des Prairies, Paris (20<sup>e</sup>).

Il ne s'agit nullement ici de critiquer les bolchevistes parce qu'ils sont uniquement des bolchevistes, mais il est nécessaire que nous tirions de l'expérience du 1<sup>er</sup> août dernier tous les enseignements qu'elle comporte, non seulement à l'égard des bolchevistes, mais encore, parce que certaines contradictions s'affirment encore davantage en examinant les réponses des inculpés de cette affaire dont le gouvernement entend se servir pour fortifier son influence.

Certaines réponses des militants de la région du Languedoc nous avaient déjà fort étonnés ; c'est ainsi qu'interrogé sur le rôle qu'il devait jouer dans les événements de cette journée, un chef de rayon avait répondu qu'il devait y rester totalement étranger et que parti de fort bonne heure ce jour-là de chez lui, il devait aller pêcher à la ligne dans une rivière des environs ; un autre inculpé avait franchement reconnu que l'insurrection ne l'intéressait nullement et que syndicaliste, il se contentait de lutter dans son syndicat pour des revendications corporatives ; enfin, tous les interrogés ou à peu près, n'avaient eu un mot de la journée du 1<sup>er</sup> août, et seul un instituteur qui le courage de revendiquer ses responsabilités. Mais ces réponses n'avaient pas pour nous grande importance à cause de la personnalité de leurs auteurs et nous les aurions passés sous silence, si, il y a 8 jours, Monmousseau, dans son interrogatoire, n'avait pas à peu près repris les mêmes arguments pour en former son système de défense devant le juge d'instruction.

Sur quoi se base le juge pour son interrogatoire ? Sur le volume édité par l'Internationale Communiste, intitulé La Journée rouge et qui contient les instructions précises pour les mouvements du 1<sup>er</sup> août. Versons maintenant ce que pouvait penser un militant de base en lisant lesdites instructions. Il y lisait à la page 23, qu'il devait baser son action sur un mot d'ordre de Lénine ainsi conçu : « Notre mot d'ordre doit être l'armement du prolétariat, qu'il lui puisse vaincre ». A la page 47 : « Que la tâche principale est la lutte révolutionnaire pour la rue et l'annihilation des cadres de la légalité ». A la page 57 : « Que le prolétariat chassé de la rue, y reviendra les armes à la main, et que la reprise de la rue conduit à l'insurrection armée contre l'Etat capitaliste ». Aux pages 62 et 63 : « Que la journée du 1<sup>er</sup> août n'est pas une manifestation ordinaire de meetings, mais un moment de la lutte prolétarienne pour la transformation de la future guerre impériale en guerre civile ». A la page 86 : « Le parti doit se préparer à la lutte finale, PAR LES ARMES ». Et enfin, page 87 : « Que le 1<sup>er</sup> août sera une répétition générale des batailles à venir ».

Devant de telles phrases, que faisait notre militant ? Oh ! il n'avait pas besoin de réfléchir longtemps, il avait confiance dans son parti et il ne lui venait nullement à l'esprit d'examiner par lui-même, si la situation était réellement révolutionnaire, non, c'est le jour que son parti a choisi pour abattre la bourgeoisie, il obéira et il prend ses dispositions en conséquence. Fidèle, à la pensée de Lénine qui veut un prolétariat armé, il a donc agité sa carabine, ou graté son Para Bellum, et il a attendu le grand jour. Comme son syndicat n'avait pas reçu d'ordre formel de grève, il a pu en toute conscience aller regarder ses camarades, serait-ce pour... Il heures... au point 15 heures, enfin, vers le soir, il entra à la maison, étonné de voir s'endormir les villes dans leur tranquillité habituelle et que des

Certes, le gouvernement a été fort satisfait d'avoir à réprimer une tentative de complot, après l'avoir monté de toutes pièces, cela, lui donne aux yeux de la bourgeoisie un aspect de sauveur dont il est fier ; mais de vrais révolutionnaires doivent montrer clairement aux yeux des masses la nocivité qu'il peut y avoir à lancer ainsi de tels mots d'ordre, à une époque où ils ne sont nullement de circonstance. Il ne s'agit pas de se réjouir ici du désastre causé par une telle tactique dans les rangs du parti communiste, mais il faut regretter de telles erreurs qui désorientent totalement le prolétariat et le découragent et en l'éloignant pour longtemps de la lutte révolutionnaire.

RENE GISLHAÏN.

## PROPOS d'un PARIA

### Pour sauver Francesco Ghezzi

A plusieurs reprises, depuis le mois de mai dernier, nous avons entretenu nos lecteurs de ces de notre infortuné camarade, Francesco Ghezzi, militant anarchiste, avait été recueilli par le gouvernement bolcheviste qui espérait ainsi se tailler une réclame à bon compte. On sait ce qu'il advint : Francesco Ghezzi, sans souci de la situation favorable qu'aurait pu lui procurer une complaisance intéressée, voulut continuer parmi ses frères de misère de Russie à lutter pour l'affranchissement de la classe des opprimés. Hélas ! il eut le tort de se trouver en désaccord avec les dictateurs du prolétariat russe, et depuis huit mois, malade et atteint de tuberculose, il subit les rigueurs des bagnes soviétiques.

Cette détention, par mesure administrative, et sans jugement, n'a pas été sans ébranler fortement son état de santé sur lequel nous sommes fort inquiets...

C'est pourquoi, nous sommes heureux d'annoncer à nos amis que, sur l'initiative des camarades de Belgique, vient de se créer un comité, se donnant pour but la libération de Ghezzi et son expulsion de Russie, et qui va mener une active campagne sur le plan international pour obtenir satisfaction.

En effet, il faut agir promptement, et nos camarades de Belgique donnent l'exemple, puisqu'en sollicitant notre adhésion à ce comité, ils nous annoncent que divers groupements révolutionnaires, ainsi que des personnalités marquantes du monde des Lettres, tels P. Istrati, Romain Rolland et d'autres, ont été pressentis et vont, sans nul doute, joindre leurs efforts aux nôtres pour que, parmi tant d'autres persécutés du régime bolcheviste, cesse le calvaire de notre courageux camarade.

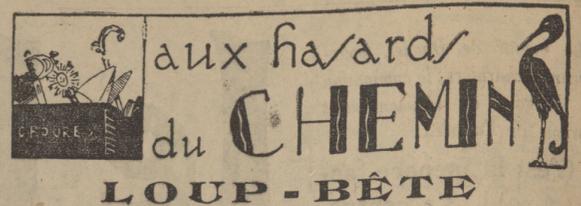
Le Comité va commencer sa campagne par l'édition (vers le 15 janvier) d'une brochure écrite par des camarades très au courant de la vie russe, qui contiendra la biographie de Ghezzi et exposera sa vie de militant révolutionnaire ; on y trouvera également des renseignements assez détaillés sur « le Gueprou » et sur la vie de l'ouvrier russe. Nous sommes sûrs qu'elle intéressera tous nos camarades et que les sincères partisans de la libre expression des idées révolutionnaires, dans le pays où s'effondrent une à une les maigres conquêtes de la révolution d'octobre.

Nous leur demandons d'être à nos côtés pour cette première manifestation de solidarité, en assurant à cette brochure toute la diffusion désirable. Nous ferons connaître en temps utile le prix d'un exemplaire et par quantité. Dès à présent, nous faisons une commission importante au Comité, afin que nous puissions satisfaire les premières demandes qui nous parviendront.

Il va sans dire que cette vaste campagne d'agitation qu'entreprend le Comité Ghezzi ne se fait pas sans argent, et, joignant notre appel à son, nous engageons tous nos amis à faire parvenir pour ce premier travail leur souscription au camarade N. Faucier (1) qui est chargé de centraliser les fonds.

Nous tiendrons nos lecteurs au courant des travaux du Comité et leur demandons de s'unir à lui dans la campagne salutaire qu'il entreprend.

(1) N. Faucier, Chèque post. : Paris 1165.55, 72, rue des Prairies (20<sup>e</sup>).



Le trépas du président Loubet est passé inaperçu. Ses obsèques n'ont point reçu l'apparat solennel, que l'on voit, à l'accoutumée lorsque quelque auguste personnage vient à défunter.

Ceci explique sans doute qu'il y ait eu si peu d'affluence derrière le cercueil du Père Loubet et aussi pourquoi il a fait si peu de balage autour de sa mort.

Il est mort à nonante et un ans, comme l'on dit encore en Suisse et aussi dans quelques terroirs français.

Il n'étoit pas un homme de grand spectacle, il y avait si longtemps que Loubet, s'était éloigné de la vie publique !

Il n'étoit pas un homme de grand spectacle, il y avait si longtemps que Loubet, s'était éloigné de la vie publique !

Il n'étoit pas un homme de grand spectacle, il y avait si longtemps que Loubet, s'était éloigné de la vie publique !

Il n'étoit pas un homme de grand spectacle, il y avait si longtemps que Loubet, s'était éloigné de la vie publique !

Il n'étoit pas un homme de grand spectacle, il y avait si longtemps que Loubet, s'était éloigné de la vie publique !

Il n'étoit pas un homme de grand spectacle, il y avait si longtemps que Loubet, s'était éloigné de la vie publique !

Il n'étoit pas un homme de grand spectacle, il y avait si longtemps que Loubet, s'était éloigné de la vie publique !

Il n'étoit pas un homme de grand spectacle, il y avait si longtemps que Loubet, s'était éloigné de la vie publique !

Il n'étoit pas un homme de grand spectacle, il y avait si longtemps que Loubet, s'était éloigné de la vie publique !

Il n'étoit pas un homme de grand spectacle, il y avait si longtemps que Loubet, s'était éloigné de la vie publique !

Il n'étoit pas un homme de grand spectacle, il y avait si longtemps que Loubet, s'était éloigné de la vie publique !

Il n'étoit pas un homme de grand spectacle, il y avait si longtemps que Loubet, s'était éloigné de la vie publique !

Il n'étoit pas un homme de grand spectacle, il y avait si longtemps que Loubet, s'était éloigné de la vie publique !

Il n'étoit pas un homme de grand spectacle, il y avait si longtemps que Loubet, s'était éloigné de la vie publique !

Il n'étoit pas un homme de grand spectacle, il y avait si longtemps que Loubet, s'était éloigné de la vie publique !

Il n'étoit pas un homme de grand spectacle, il y avait si longtemps que Loubet, s'était éloigné de la vie publique !

Il n'étoit pas un homme de grand spectacle, il y avait si longtemps que Loubet, s'était éloigné de la vie publique !

Il n'étoit pas un homme de grand spectacle, il y avait si longtemps que Loubet, s'était éloigné de la vie publique !

Il n'étoit pas un homme de grand spectacle, il y avait si longtemps que Loubet, s'était éloigné de la vie publique !

Il n'étoit pas un homme de grand spectacle, il y avait si longtemps que Loubet, s'était éloigné de la vie publique !

Il n'étoit pas un homme de grand spectacle, il y avait si longtemps que Loubet, s'était éloigné de la vie publique !

Il n'étoit pas un homme de grand spectacle, il y avait si longtemps que Loubet, s'était éloigné de la vie publique !

(1) Voir le Libéraire des 23, 30 novembre et des 7, 21 et 28 décembre 1927.



